

Theresa May tend la main au Labour, en désespoir de cause

- La Première ministre conservatrice invite le travailliste Jeremy Corbyn à discuter pour trouver un consensus sur le Brexit.
- Elle semble prête à accepter de garder son pays dans une union douanière avec l'UE.
- Elle va demander aux Vingt-sept un report de la sortie du Royaume-Uni au 22 mai. Accepteront-ils ?

Tristan de Bourbon
Correspondant à Londres

Theresa May a repris la main, après l'avoir laissée aux députés britanniques de la Chambre des communes, qui n'en ont rien fait. Lors d'une déclaration télévisée depuis ses bureaux officiels du 10 Downing Street, la Première ministre conservatrice a annoncé mardi soir, et après une réunion du Cabinet gouvernemental de sept heures, qu'elle proposait d'entrer immédiatement en négociation directe avec le chef de l'opposition travailliste Jeremy Corbyn pour sortir le dossier Brexit de l'impasse. L'objectif: "S'entendre sur une approche sur les relations futures entre le Royaume-Uni et l'Union européenne qui respecte le résultat du référendum, que le leader de l'opposition et moi pourrons mettre au vote de la Chambre et que je pourrai ensuite emmener au Conseil européen de la semaine prochaine." Le leader travailliste a répondu favorablement à l'appel de la Première ministre, se déclarant "très heureux" de pouvoir avoir cette discussion.

Au regard des péripéties des derniers jours, ce que Theresa May propose est une porte de sortie. Si les deux responsables des deux principaux partis des Communes ne parviennent pas à s'entendre, des votes "sur un nombre d'options sur les relations futures" seront organisés. "Crucialement, le gouvernement se tient prêt à suivre la décision de la Chambre des communes", assure la Première ministre.

Elle demandera ensuite aux chefs d'État et de gouvernement des Vingt-sept, le 10 avril prochain, une nouvelle extension technique de la période de deux ans définie par l'article 50 du traité sur l'UE afin de faire adopter la législation nécessaire avant le 22 mai. De la sorte, Theresa May estime que le Royaume-Uni ne serait pas obligé d'organiser les élections européennes – qui se tiennent du 23 au

26 mai dans l'Union – sur son territoire. Lors du sommet européen du 21 mars dernier, les chefs des Vingt-sept avaient déjà accepté un report du Brexit au 22 mai, à condition que le Parlement britannique approuve l'accord de retrait conclu entre le gouvernement et l'Union. Vu que les députés britanniques ont rejeté cet accord pour la troisième fois vendredi dernier, on avait basculé dans le second scénario: celui d'un Brexit fixé au 12 avril, sauf demande motivée de Londres.

Autre décision importante annoncée mardi soir: Theresa May a également rejeté la possibilité d'une sortie de l'UE sans accord.

Changement de tactique

Pour la première fois, Theresa May semble prête à un compromis sur les lignes rouges qu'elle avait tracées avant le début des négocia-

tions avec l'Union européenne. En plus de sortir le Royaume-Uni de cette dernière, l'intention du gouvernement était aussi de le retirer du marché unique et de l'union douanière européenne. Il semble à présent probable que le pays se dirige vers un maintien dans une union douanière avec l'UE.

C'est sans doute pour la Première ministre la plus acceptable des options mises au vote lundi aux Communes, surtout qu'elle n'avait été rejetée que de trois votes lundi soir. Il faudra néanmoins que les deux leaders se montrent plus responsables que leurs députés, qui, trop attachés à des idéaux hors d'atteinte, ont dans leur grande majorité refusé au cours de la semaine passée le moindre compromis lors des deux séries de votes sur les alternatives au Brexit défendu par Theresa May.

Cette annonce marque un changement considé-

nable dans la tactique de la Première ministre. Comme l'a fait remarquer Alistair Burt, qui a démissionné le 25 mars de son poste de secrétaire d'État en charge des relations étrangères avec le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord pour voter en faveur d'un Brexit doux, "elle a accepté la future décision du Parlement et ne continuera pas à s'opposer aux décisions contraires à ses lignes rouges C'est une décision dans l'intérêt national, qui doit lui en coûter. J'espère que ses collègues l'accepteront".

Colère des Brexiters durs

Vu les regards noirs lancés par les ministres Brexiters en sortant du 10 Downing Street mardi soir, rien n'est moins certain. Visiblement, ceux-ci ont remporté un vote sur la stratégie actuelle : d'après la presse

britannique, 14 Brexiters ont voté pour un *no deal* ou une courte extension jusqu'au 22 mai, 10 partisans d'un lien fort avec l'UE ont voté pour une longue extension et 2 ministres se sont abstenus. Il n'en reste pas moins que le maintien dans l'union douanière, s'il devait être choisi par les deux leaders cette semaine ou par les députés la semaine prochaine, fera grincer des dents.

Plus tôt dans la journée, l'ancien ministre en charge du Brexit David Davis a estimé que, si une longue extension ou un Brexit doux sont sur la table, "environ vingt députés" partisans d'un Brexit dur seront prêts à voter contre la Première ministre dans le cadre d'un vote de défiance organisé par l'opposition. "C'est notre destinée qui est en jeu. C'est plus important que le parti tory!"

Assurément, la tension ne redescendra pas ces prochains jours au sein du parti conservateur.

"Le gouvernement se tient prêt à suivre la décision de la Chambre des communes."

Theresa May

La Première ministre est désormais disposée à ce que son gouvernement mette en œuvre le type de Brexit qui serait réclamé par les Communes.

L'Union européenne se retrouve face à une demande inattendue

Ainsi en va-t-il du feuilleton du Brexit depuis plus de deux ans : chaque nouvel épisode amène son lot de rebondissements, parfois inattendus. Lors du sommet du 21 mars dernier, les chefs d'État et de gouvernement des Vingt-sept avaient accédé à la demande britannique de reporter le Brexit, prévu pour le 29 mars, en établissant deux scénarios. Le premier fixait la date du retrait du Royaume-Uni au 22 mai, à la veille des élections européennes, à la condition préalable que l'accord de retrait conclu entre le gouvernement britannique et l'UE ait été approuvé par la Chambre des Communes avant le 29 mars. Comme ce n'est pas le cas, le second scénario était d'application. Le Brexit était reprogrammé pour le 12 avril, et Londres devait préciser ses plans avant cette date : sortie sans accord, adoption in extremis de l'accord, demande d'un nouveau report dûment motivée ou, plus improbable, maintien dans l'UE. Alors qu'elle avait approuvé le plan à double détente élaboré par les Vingt-sept, la Première ministre britannique Theresa May a sorti un troisième lapin de son chapeau, mardi soir : une demande pour un nouveau et court report à la date du 22 mai. Cette demande devrait être officiellement formulée au président du Conseil européen, Donald Tusk, avant le sommet européen du 10 avril prochain, entièrement dédié au Brexit. A-t-elle des chances d'être acceptée par les Vingt-sept ? À voir.

Ni la date du 22 mai, ni celle du 12 avril n'avaient été choisies au hasard. La première permettait au Royaume-Uni de sortir de façon ordonnée de l'Union avant la tenue des élections européennes du 23 au 26 mai, et ainsi d'éviter de devoir les organiser outre-

Manche. Celle du 12 avril avait été arrêtée pour mettre la pression sur Londres. C'est à ce moment-là que le Royaume-Uni doit indiquer, en vertu de sa loi électorale, s'il organise ou non un scrutin européen. Les Vingt-sept avaient fait savoir à Londres que si le Royaume-Uni s'y refusait, il devrait obligatoirement sortir de l'Union, avec ou sans accord, avant les européennes.

Les Européens voulaient en effet se prémunir de tout risque juridique. Si le Royaume-Uni restait dans l'UE après le 23 mai et ne tenait pas de scrutin européen, le Parlement européen pourrait être considéré comme "mal élu" et ses décisions contestées en justice.

Le plan de May est-il crédible ?

Plus tôt dans la journée, le négociateur en chef de l'UE pour le Brexit avait déclaré que le scénario d'un *no deal* "devient chaque jour plus probable", lors d'un événement organisé par le European Policy Centre à Bruxelles, avant de répéter le même message devant la commission des Affaires étrangères du Parlement européen. L'imbroglio politique causé par le Brexit est en effet tel outre-Manche que la perspective d'une sortie chaotique du Royaume-Uni gagne chaque jour en consistance.

Le triple rejet de l'accord de retrait et l'incapacité des députés britanniques de s'entendre sur n'importe quel scénario alternatif "nous mettent sur le chemin d'une sortie sans accord", avait enchéri le président français Emmanuel Macron, mardi après-midi, après l'entretien qu'il a eu avec le Taoiseach (Premier ministre) irlandais Leo Varadkar. Le Français est de ceux qui, parmi les leaders

des Vingt-sept, tiennent le discours le plus sec envers Londres. "Il revient au Royaume-Uni de présenter un plan alternatif crédible, soutenu par une majorité, d'ici le 10 avril pour l'éviter."

Le plan de Theresa May peut-il être considéré comme "crédible" ? L'Union s'attendait plutôt à une demande de prolongation longue de la présence britannique. Soit pour organiser des élections générales anticipées, ou un second référendum, ou lancer un processus politique transpartisan. "Ce n'est pas d'un temps pour négocier dont on a besoin, mais d'un temps dont les Britanniques ont besoin pour avancer dans leur propre processus politique", a glissé M. Barnier. C'est cette dernière option qu'a choisie Theresa May. Sauf qu'elle estime qu'elle peut atteindre un consensus politique rapidement avec l'opposition travailliste – elle-même divisée par le Brexit – qui lui permettrait de faire passer l'accord de retrait et de boucler tout le processus législatif avant le 22 mai. À Bruxelles et dans les autres capitales de l'Union, on est circonspect. "Les choses changent tous les jours, à Londres", soupire une source européenne proche des discussions. "Même si après aujourd'hui, l'issue n'est pas connue, il faut faire preuve de patience" a tweeté le président du Conseil européen, Donald Tusk, qui veille à ménager les Britanniques depuis le début des négociations.

Même en envisageant que le plan de Theresa May de trouver un accord avec le Labour sur le modèle de Brexit échoue, les Vingt-sept pourraient toujours accepter de reporter le retrait au 22 mai. Pour se donner le temps de peaufiner les préparatifs d'un *no deal*.

OleB

"Il revient au Royaume-Uni de présenter un plan alternatif"

un plan alternatif crédible, soutenu par une majorité, d'ici le 10 avril

pour [...] éviter [un Brexit sans accord]."

Emmanuel Macron

Le président français a mis la pression sur Londres, ce mardi.